

Sortir du nucléaire

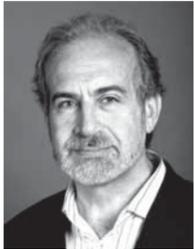
Décembre 2015 - Février 2016 N°105



Journal d'information

L'EDITORIAL

Nucléaire : l'heure de vérité approche



Christian van Singer
Physicien

En apprenant qu'un des 2 réacteurs de Beznau a été arrêté parce qu'on a découvert que sa cuve comporte des centaines de trous, vous vous êtes peut-être dit qu'on mettra enfin hors service les 3 plus vieilles et dangereuses centrales nucléaires suisses. Non seulement leur conception technique est dépassée, elles n'ont pas certains dispositifs sécuritaires exigés des nouvelles centrales après les accidents de Tchernobyl et Fukushima, mais tout simplement elles vieillissent sous l'effet des rayonnements, des variations de température, de la chimie...

Lois et règlements ont accru ces dernières décennies les exigences en matière de sécurité pour les véhicules -ceintures de sécurité, airbags, freins efficaces...- et l'on exige, par exemple, aujourd'hui que même les vieux bus scolaires en soient équipés. Mais des précautions analogues ne sont pas prises pour les centrales nucléaires, susceptibles pourtant de provoquer des catastrophes majeures.

L'ancien parlement, dont une majorité d'élus s'était déclarée favorable à une sortie du nucléaire après Fukushima, n'a pas eu l'honnêteté, ni le bon sens, dans le cadre de l'examen de la Stratégie énergétique 2050, de planifier l'arrêt progressif des centrales nucléaires suisses, ou à défaut d'exiger leur mise à niveau technique, même si cela devait entraîner leur arrêt en cas d'impossibilité technique ou de rentabilité financière insuffisante.

Les révélations concernant nos vieilles centrales provoqueront-elles auprès du Parlement fraîchement élu une prise de conscience salutaire ? Rien n'est moins sûr. À défaut il faut absolument que le Peuple accepte l'année prochaine l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire ».

Avec d'autres organisations soucieuses de la sécurité de la population en Suisse nous nous préparons à la campagne de votation populaire sur la sortie du nucléaire, probablement à l'automne prochain. Pour cela, nous avons besoin de moyens financiers. Nous savons que nos adversaires auront un budget imposant et nous savons que l'opinion publique se forge – aussi – sur les images véhiculées.

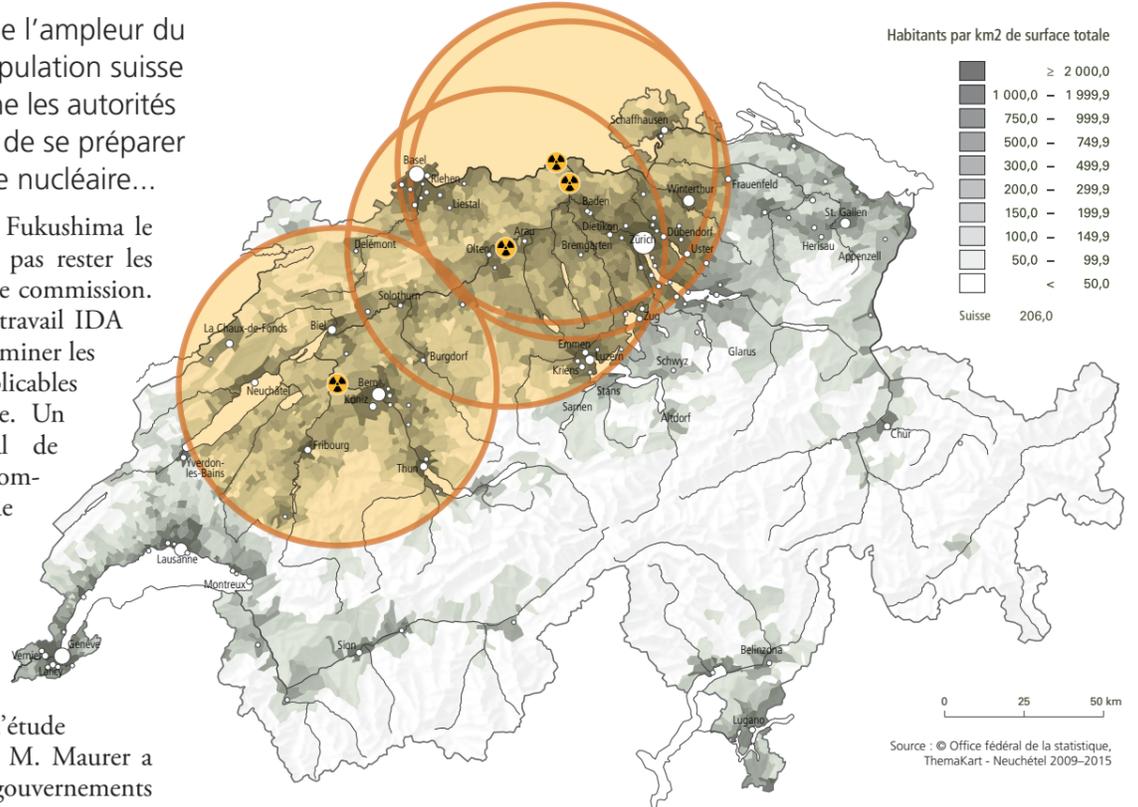
Berne cache un scénario catastrophe

Voici comment on cache l'ampleur du risque nucléaire à la population suisse et comment on empêche les autorités fédérales et cantonales de se préparer à une réelle catastrophe nucléaire...

Suite à la catastrophe de Fukushima le Conseil fédéral ne pouvait pas rester les bras croisés et a nommé une commission. Il a institué le groupe de travail IDA NOMEX et l'a chargé d'examiner les mesures de protection applicables en Suisse en cas d'urgence. Un rapport interdépartemental de 66 pages¹ a été réalisé en commun par le département de la protection de la population (DDPS) du Conseil fédéral Maurer et le département de l'énergie (DETEC) de la Conseillère fédérale Leuthard.

Avant la publication de l'étude (juillet), le département de M. Maurer a lancé une consultation des gouvernements cantonaux pour leur demander leur avis sur le contenu de l'étude. On connaît la position pro-nucléaire de M. Maurer et de son parti, l'UDC, on le voit donc à la manoeuvre pour tenter de minimiser le contenu de l'étude Ida Nomex.

Il s'est trouvé des cantons pour s'opposer à la prise en considération d'un accident majeur du type de Fukushima. Le rapport spécifie différents types d'accidents nucléaires selon l'étendue des dégâts prévus. Le scénario de référence « Fukushima » nommé A5 et un scénario de catastrophe de plus grande ampleur est nommé A6 dans l'étude. Les scénarii « optimistes » et pratiques pour les pro-nucléaires sont numérotés en dessous de A5. Voici ce que le canton de Berne a communiqué au département de M. Maurer: « Le scénario de référence A5 basé sur le cas 'Fukushima' (100 x plus d'émissions radioactives que dans le scénario A3) ou même le scénario A6 (1000 x plus d'émissions) ne nous paraît pas approprié, car les centrales nucléaires suisses se distinguent notablement des centrales de Fukushima en ce qui concerne le nombre de réacteurs et les mesures de sécu-



Voilà ce que 50km (cercles oranges) de contamination radioactive en cas d'accident dans une de « nos » centrales nucléaires représente. Infographie: « Sur la vulnérabilité de la Suisse en cas d'accident nucléaire majeur sur le territoire national ».³

rité. » Selon le canton d'Argovie (surnommé NukleArgau) « L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) s'est basé sur les scénarios A4-A6 pour proposer des scénarios d'accidents nucléaires avec des émissions non filtrées. Le Conseil d'Etat est d'avis que ces scénarios ne doivent pas être considérés comme scénarios de référence pour des centrales nucléaires, mais seulement comme indicateurs de possibles effets de séismes extrêmes. Les scénarios, qui sont plus rares qu'une fois en 10'000 ans, ne sont pas appropriés pour la planification d'urgence. » (réactions in extenso, voir note 2).

Mme Leuthard détourne le regard

Quelques semaines après Fukushima, la Conseillère fédérale Leuthard avait pourtant bien saisi la situation, déclarant le 26 mai 2011 à la radio DRS: « Regardez maintenant ce qui s'est passé là-bas, on a tiré un cercle de 30km de rayon autour d'une cen-

trale et dit que toute la population doit être évacuée et qu'on ne pourra sans doute plus jamais y vivre, c'est très difficile à maîtriser pour notre petit pays densément peuplé ». Elle a mentionné cela comme une des raisons de sortir du nucléaire. Plus de quatre ans plus tard la Suisse n'est pas sortie du nucléaire et Berne décide de ne pas retenir les scénarios de catastrophe réalistes, afin de continuer comme avant. Le scénario de référence retenu est que les émissions de radioactivité seront arrêtées deux heures après le début de l'accident. Le département de la protection de la population devra se concentrer sur ce scénario là auquel la réalité est priée de se conformer en toutes occasions. Prier, c'est ce qui reste à la population, prier et faire voter OUI lors de la votation sur l'initiative fédérale Sortir du nucléaire en 2016 ! PDR

1) www.tinyurl.com/ida-nomex

2) www.tinyurl.com/consult-idanomex

3) www.institutbiosphere.ch/crbst_6.html

Ensemble pour préparer la campagne

Chers amis de Sortir du Nucléaire, nous vous demandons un effort, petit ou grand, pour nous aider à informer honnêtement les citoyennes et les citoyens.

Vous savez sans doute que le Conseil des États a été plus à l'écoute des exploitants des centrales et n'a pas voulu décider d'une date pour arrêter des centrales nucléaires ni d'exiger des mesures de sécurité supplémentaires.

Nous sommes scandalisés. Nous n'avons d'autre choix que de maintenir l'initiative populaire fédérale, lancée suite à l'accident de Fukushima en 2011 et soutenue par une

large alliance d'organisations environnementales. L'initiative demande une durée d'exploitation maximale des centrales existantes de 45 ans, signifiant la fermeture immédiate de Beznau & Mühleberg et la fermeture de la centrale la moins vieille (Leibstadt) en 2029. En plus, l'initiative revendique un plan d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

En décidant seulement d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires, la majorité du Conseil des États ne respecte pas l'avis de la population. En

effet, en septembre, un sondage GSF indiquait que près des trois-quarts des sondés sont en faveur d'une sortie réelle du nucléaire.

Chers amies et amis de SdN, merci par avance de votre don qui nous permettra de faire une bonne pré-campagne et mener une campagne décisive. EH



Merci de participer à financer nos actions ! BV inclus

Fessenheim, le mensonge de Hollande

Le 14 septembre 2012, six mois après son élection, François Hollande avait fait la promesse que la centrale de Fessenheim serait fermée à la fin 2016. Jusqu'au 5 janvier 2015, François Hollande renouvelle régulièrement son engagement de fermer la centrale alsacienne dans le cadre du plafonnement de la production d'énergie d'origine nucléaire, précisant que des « procédures sont en cours et les études sont lancées ». En omettant par contre de préciser une date. Le 2 mars, un changement de discours s'amorce : il affirme que la centrale sera fermée d'ici la fin de son quinquennat, en 2017.

C'est alors qu'une semaine plus tard, Ségolène Royal annonce que la fermeture de Fessenheim est désormais liée au lancement de l'EPR de Flamanville, alors censé se faire en 2017. Début septembre 2015, la ministre de l'écologie change encore de discours : la fermeture de la centrale est repoussée à 2018! « Quand on ferme deux réacteurs comme ceux de Fessenheim, il ne suffit pas de tourner un bouton », a-t-elle expliqué, en précisant que « en toute transparence, il y aura deux réacteurs qui fermeront quand deux réacteurs nouveaux vont s'ouvrir ».

Enfin, François Hollande déclare en septembre 2015 que la fermeture de Fessenheim n'aura définitivement pas lieu



Greenpeace déploie des banderoles à Paris près de l'Assemblée pour rappeler à Hollande sa promesse. Image: © Greenpeace / Nicolas Chauveau

en 2016 : « Car la construction de l'EPR de Flamanville a pris beaucoup de retard. Mais ce qui importe, c'est d'engager toutes les procédures pour fermer Fessenheim. Nous le faisons. On pourra dire alors que c'est irréversible ».

Actuellement, une demande de fermeture auprès d'EDF pour débiter les démarches au plus tard à la fin de l'année 2016 est en cours. Mais rien ne dit qu'un énième rebon-

dissement n'aura pas lieu, ni surtout que le gouvernement post-Hollande ne décidera pas de faire marche arrière en 2017, après la fin de son quinquennat, qui ne verra vraisemblablement pas l'arrêt des turbines alsaciennes.

Les mensonges s'accumulent pour ce président qui avait promis de descendre la part du nucléaire français de 75 à 50% d'ici 2025. On est décidément bien mal partis... NV

L'Allemagne continue sa transition énergétique

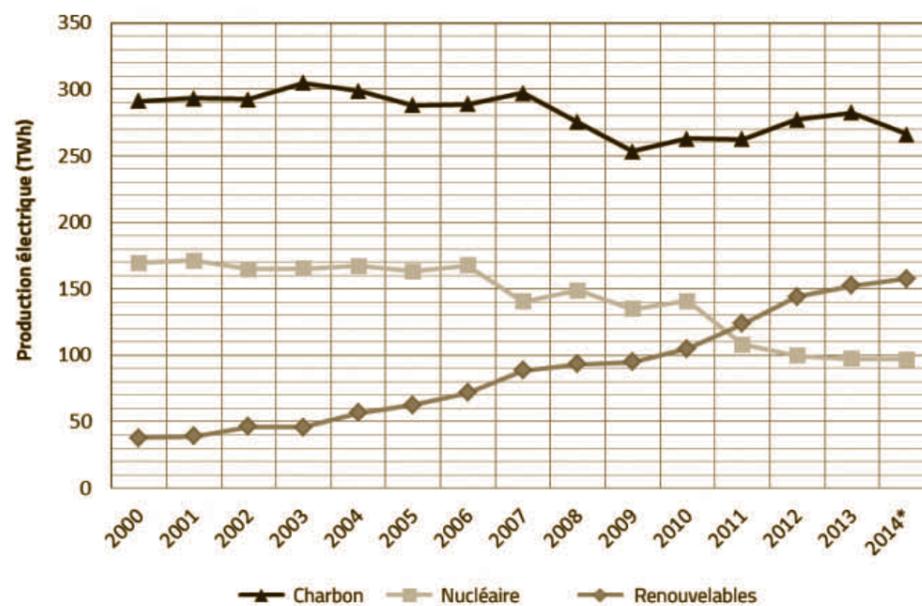
Gouverné par la gauche ou par la droite, l'Allemagne maintient sa politique d'arrêter ses centrales nucléaires en 2022. Avec 25% de son électricité, le parc nucléaire allemand compte 17 réacteurs. Les 7 plus anciens, construits avant 1980, ont été arrêtés quelques jours après la catastrophe de Fukushima le 11 mars 2011. 7 autres réacteurs seront arrêtés d'ici 2021 et les 3 derniers en 2022.

Afin d'assurer la bonne maîtrise de sa transition énergétique, l'Allemagne continuera à investir stratégiquement dans la production d'énergie d'origine renouvelables afin d'atteindre 50% de renouvelable dans la production d'électricité d'ici les prochaines décennies. Actuellement les énergies éolienne, solaire et hydroélectrique se montent à environ 24%. Une réforme du réseau d'électricité et la construction de centrales au gaz naturel sont également en prévision, sans oublier les économies d'énergie avec comme objectif une réduction de 10% de la consommation d'électricité d'ici à 2020.

Bien que l'agence en charge de superviser le réseau électrique a assuré que le pays resterait autosuffisant et continuerait à être exportateur d'électricité, les exploitants de centrales pointent du doigt des risques de coupures de courant durant cet automne et pendant l'hiver prochain, notamment dans certaines régions du sud du pays plus denses et industrialisées.

Arrêt du nucléaire = davantage de CO2 : un mythe ?

On entend déjà beaucoup de critiques sur le fait que cette décision induit inéluctablement à une augmentation de la



Évolution de la production d'électricité par les centrales à charbon (lignite et charbon), nucléaire et à partir de sources d'énergie renouvelables (en TWh, données partiellement estimées pour 2014). Source : 2014 AG Energiebilanzen e.V.

consommation de charbon et par conséquence à plus de rejets de CO2 dans l'atmosphère. Au vu des dernières estimations, cela semble être déjà le cas pour 2012 et 2013. Beaucoup, relayés notamment par le National Geographic, le New York Times ou le Guardian, ont sauté sur l'occasion pour relier cette augmentation des rejets de CO2 et de la production d'électricité dans les centrales à charbon à la transition énergétique en cours. Mais selon C. Kunze, sociologue et historien, et P. Lehmann, économiste environnemental, tous deux travaillant au centre de recherche environnementale de Helmholtz en Allemagne, ce n'est pas la sortie du nucléaire et la transition énergétique qui incitent à recourir davantage au charbon.

Comme on peut le voir sur le tableau ci-dessus, on constate une baisse de la production d'électricité d'origine nucléaire depuis les années 2000 avec une baisse

plus marquée depuis 2011, suite à l'arrêt de 7 centrales. En parallèle, on observe une progression régulière des énergies renouvelables, dépassant même la production d'électricité issue du nucléaire en 2011, pour atteindre 29% de la production d'électricité en 2014 et la courbe n'est pas près de s'inverser d'ici 2022. Il est cependant indispensable de compenser une partie de la réduction de la production du nucléaire par d'autres sources d'énergies (gaz naturel p.ex.), pour les jours de pénurie liés à l'irrégularité du vent ou à un faible ensoleillement par exemple.

Il y a cependant eu un accroissement temporaire des rejets de CO2 en 2012 et 2013 même si la tendance est une nette diminution depuis 1990. Cette évolution est imputable à l'augmentation de la production d'électricité dans les centrales à charbon, mais est-ce vraiment pour compenser les manques des renouvelables ?

L'explication est peut-être tout autre : après une forte chute en 2011 suite à la décision de sortir du nucléaire, on observe depuis une augmentation des exportations d'électricité et en même temps, une nette diminution des importations, notamment du gaz venant de Russie.

De plus, le boom du charbon ne concerne pas seulement l'Allemagne mais est mondial et est surtout lié à son coût très bas et qui continue de baisser (diminution de plus de 30% depuis 2011), ainsi qu'à une chute du prix du carbone sur les marchés internationaux. Avec ou sans sortie du nucléaire donc, en Allemagne et ailleurs, le charbon devient plus attractif, mais c'est un effet temporaire : les chiffres de 2014 montrent en effet une baisse des rejets de CO2 issus de la production d'électricité des centrales à charbon. De plus en 2014, la production des énergies renouvelables a dépassé pour la première fois celle du lignite.

La transition énergétique vise un approvisionnement libéré des sources épuisables et polluantes et libéré de l'importation de pétrole, charbon, gaz et uranium. La Suisse a beaucoup à gagner sur cette voie en apprenant de la stratégie énergétique de l'Allemagne.

Finalement le plus gros des problèmes à venir pour l'Allemagne avec l'inévitable sortie du nucléaire ce n'est pas le CO2 mais le coût du démantèlement des centrales et du stockage des déchets qui coûtera bien plus cher, jusqu'au double, que celui initialement prévu et provisionné par les opérateurs. Il est évident que pour une infime minorité la sortie du nucléaire est une menace à retarder le plus possible, quitte à invoquer des arguments populistes.

AZ

Sources principales : RTS Info, Réseau Sortir du nucléaire et mediapart

Le nucléaire ne sauvera pas le climat

L'avenir climatique de notre planète sera discuté en décembre prochain à Paris lors de la COP21. Convoquée chaque année, la conférence des parties a pour but d'analyser les avancées en matière de lutte contre les changements climatiques et d'intensifier les engagements pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Alors que l'entreprise EDF s'est lancée dans une campagne de publicité présentant le nucléaire comme une énergie « zéro carbone », il nous faut déconstruire cette argumentation mensongère. Dans ce but, nous mentionnons ici les principaux éléments d'une formation du réseau Sortir du nucléaire à laquelle nous avons participé. Introduite par Bernard Laponche, physicien nucléaire, consultant international dans le domaine de l'énergie et membre fondateur de l'association Global Chance¹.

Premièrement, il convient de rappeler que l'électricité représente 20% de l'énergie consommée annuellement dans le monde. Les émissions de GES sont ainsi dues principalement à la combustion du pétrole, du gaz et du charbon. Sortir de l'économie carbonée est par conséquent une priorité pour lutter contre les changements climatiques.

En 2013, la production d'électricité



Manifestant déguisé en clown devant le centre Bella lors de la négociation climatique «COP 2009» à Copenhague. Image: © Christian Åslund / Greenpeace

d'origine renouvelables a permis d'éviter 6.7% des émissions mondiales de GES alors que celle d'origine nucléaire a permis d'éviter 2.7% du total des émissions de GES. Investir dans la production d'électricité de source renouvelable permet ainsi d'éviter plus d'émission de GES qu'en investissant dans le nucléaire.

La question du financement renforce le constat. Ces dernières années, les investissements dans l'énergie nucléaire ont connu une légère baisse (autour des 30 milliards annuels en 2013) alors que ceux dans le

solaire ou l'éolien (respectivement 150 et 100 milliards) augmentent eux de manière constante depuis le début du siècle. Les investissements dans les renouvelables sont rentables et ne cessent d'augmenter.

De plus, le maintien de l'exploitation de centrales nucléaires empêche tout développement ambitieux des énergies renouvelables. Tout cela sans parler des déchets dont on ne sait que faire et des risques énormes en cas d'accident.

Enfin, l'agence internationale de l'énergie propose plusieurs pistes pour réduire

les émissions de gaz à effet de serre : renforcer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs, favoriser et inciter le développement des renouvelables ainsi que la fin des subventions au charbon. Les solutions au changement climatique existent et se développent dans le monde entier, portées par des citoyens, des collectivités et des entreprises. Le nucléaire n'en fait pas partie, bien au contraire. *IP*

RDV le 12.12 à Paris pour la manif à la fin de la COP 21 (voir agenda en p.4).

1) www.global-chance.org

PIONNIERS *Pascal Affolter*

Engagé de longue date en faveur de la transition énergétique, Pascal Affolter a suivi une formation d'ingénieur électricien avant de devenir chercheur EPFL au sein du laboratoire d'énergie solaire et de physique du bâtiment. Il a co-fondé Solstis en 1996, entreprise pionnière dans la conception et l'installation de systèmes photovoltaïques. Il a également été membre du comité de l'association Sortir du nucléaire.

De quand date ton engagement antinucléaire ?

L'accident de Tchernobyl m'a profondément marqué et amené à l'évidence que cette technologie comportait un réel risque pour nos sociétés.

D'où est venu ta motivation à t'engager pour la promotion des énergies renouvelables ?

Une douce combinaison de passion pour la science et la technique, en particulier les procédés énergétiques ainsi que la volonté de faire avancer la cause antinucléaire par mon activité professionnelle. Quelques personnes m'ont évidemment encouragé à persévérer, notamment Pierre Lehmann et les cadres du Laboratoire d'énergie solaire de l'EPFL, Messieurs André Faist, Jean-Bernard Gay et Claude-Alain Roulet.

Comment ton entourage, famille et amis, ont-ils réagi ?

Plutôt avec de la compréhension. J'avais l'impression que mon opinion était partagée, peut-être avec un peu moins de ferveur. Cependant, sur le fond, beaucoup de gens dans mon entourage étaient d'accord que le nucléaire n'était pas une solution d'avenir.

À partir de quelle période es-tu devenu conscient que l'énergie solaire avait un grand avenir en remplacement du nucléaire ?

Cela a été plutôt progressif. Au début, j'avais plutôt une approche low-tech. Je m'intéressais à l'écologie et à l'agriculture biologique. En tant qu'ingénieur électricien, je m'intéressais naturellement aux technologies appropriées, aux économies d'énergie, à l'utilisation rationnelle de l'électricité et à la physique du bâtiment. Les programmes d'impulsion financés par la Confédération ont à mon avis eu un grand impact sur toute une génération de professionnels du bâtiment dont je faisais partie.

J'ai pour la première fois été confronté au photovoltaïque au sein du bureau d'ingénieur Keller-Burnier dirigé par Pierre Keller à Lavigny. Ce bureau était le représentant romand du projet « Megawatt » dont le but était d'installer 1MW de photovoltaïque en Suisse, sous forme de 333 installations de 3kW. Pour l'époque, il était ambitieux de parler



de MW en photovoltaïque alors que cette technologie chère était surtout utilisée pour équiper les satellites et charger les batteries dans les cabanes de montagne.

Ce projet a permis d'arriver avec une première approche industrielle et de motiver un fabricant à développer sa production. 1MW devait représenter la capacité annuelle des fabricants à l'époque. En une année, nous avons vendu 4 kits de 3kW à 30'000 francs.

La Suisse, va-t-elle désormais pouvoir accélérer la réussite des énergies renouvelables pour la production d'électricité ?

Souhaite-t-elle vraiment accélérer ? La politique fédérale est faite de beaucoup de compromis. Comme les électriciens suisses sont bien représentés au niveau de l'État, ils ne sont pas pressés à ce qu'on transforme trop rapidement les choses. La loi entrée en vigueur en 2008 est très controversée et les dernières élections pourraient bien représenter la fin de la RPC qui n'était déjà pas très populaire au sein d'une majorité grandissante du parlement. *Propos recueillis par KF*

www.solstis.ch/fr

Royaume-Uni: Financement de Hinkley C L'étude Piguet dans la presse

En 2008, le gouvernement britannique décida de lancer une nouvelle génération de centrales nucléaires, et la même année, EDF acquit British Energy. Annoncé en 2010, le projet Hinkley C, situé dans le Somerset, comporte deux réacteurs de 1'600 MWe, pour un coût estimé de 36 milliards CHF. Suite aux élections générales de 2010, le gouvernement britannique s'est constitué sur la base d'un Accord de coalition qui inclut notamment la disposition selon laquelle les centrales nucléaires ne peuvent recevoir aucune subvention publique.

Les coûts énormes de la construction du projet a conduit EDF, par sa filiale britannique, à négocier une garantie de financement avec le gouvernement, en 2013. Il s'agit d'un contrat qui garantit, aux frais du contribuable britannique, un prix de 92.50 Livres (environ 140 CHF) par MWh soit environ le double du prix du marché, pendant 35 ans. Les termes de ce contrat vio-

lent clairement l'Accord de coalition.

Cette subvention considérable n'a pourtant pas empêché la Commission européenne d'approuver le contrat, en automne 2014, approbation qui conduisit l'Autriche, et une dizaine de sociétés, en Allemagne et en Autriche, à déposer plainte auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne.

Récemment, une entreprise chinoise publique (CGN) s'est jointe au projet Hinkley C en finançant environ le tiers du coût. Il faut dire que, vu les surcoûts et les retards de l'EPR en Finlande et en France (Flamanville), les financeurs ne se bousculaient pas au portillon: en 2013 déjà, Centrica, un des initiateurs du projet, s'était retiré de l'affaire.

Hinkley C coûtera si cher que les contribuables britanniques subiront une charge considérable, en dépit des déclarations gouvernementales.

EP

L'étude Piguet dans la presse

«L'âge des centrales et la proximité avec la population sont en cause»

«Parmi les 8 centrales les plus risquées au monde»

«Les centrales helvétiques sont celles qui, en proportion, exposent le plus grand nombre d'habitants !»

«Un million de personnes vivent dans un rayon de 30 km près de Beznau»

«Les centrales suisses parmi les plus dangereuses au monde ?»

«La Suisse n'offre pas d'arrière-pays vierge où ses résidents pourraient se réfugier» en cas de catastrophe»

Extraits de l'étude sur la vulnérabilité de la Suisse en cas d'accident nucléaire majeur, réalisée par l'institut Biosphère sur commande de Sortir du nucléaire. http://www.institutbiosphere.ch/crbst_6.html
Voir aussi en page 1

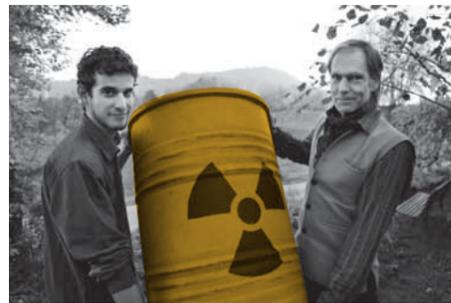
Nous avons marché dans le Mont Terri



300m sous terre un samedi ensoleillé d'octobre, à nos pieds, des carottages de roche et beaucoup de questions restées sans réponse.

Un samedi radieux de fin octobre nous étions une quinzaine de membres de l'association à nous enfouir 300m sous terre dans le laboratoire du Mt Terri à St Ursanne (JU, photo). Le directeur du centre n'utilisait pas la langue de bois, il a répondu avec franchise à nos très nombreuses questions. L'état de la science sur la sûreté d'entreposage de déchets pendant 200'000 ans (sic) est, avoue-t-il, «insuffisant». Ce qui revient à dire que nous ne savons pas comment stocker les déchets en sûreté. La confédération a retenu 2 sites possibles pour entreposer les déchets, le Bözberg (AG) et le Weinland (ZH, TG). Le Mt Terri est écarté parce qu'il est géologiquement mal situé. Selon Doris Leuthard, le Conseil fédéral décidera au plus tard dans dix ans quels sites accueilleront les déchets radioactifs (source: ACRinfo). Un référendum fédéral donnera le dernier mot à la population. En fin de visite nous sommes allés à Courgenay manger à la Clef des champs, coopérative maraîchère bio pour rattraper le temps d'ensoleillement et parler de la campagne de votation pour l'initiative «Sortir du nucléaire» qui nous mobilisera en 2016.

Bienvenue à Ilias Panchard



Philippe (à droite) transmet le flambeau à Ilias.

Au début de ce mois de novembre, Philippe de Rougemont, secrétaire général de Sortir du nucléaire, transmet le flambeau. Après 8 années d'engagement dans l'association Sortir du Nucléaire. Son successeur au poste de secrétaire général est Ilias Panchard, de Chavannes-près Renens et actuel membre du comité. Âgé de 23 ans, engagé dans différentes associations, il coordonnera le journal et les activités politiques de l'association. Il aidera aussi à préparer la mobilisation en vue de la votation prochaine sur la sortie du nucléaire. Il rejoint Anouk Zosso, actuellement secrétaire, à la coordination des activités de l'association. Le comité et l'équipe se réjouissent de cette nouvelle collaboration. Ils sont chacun défrayés avec un 20%. Sortir du nucléaire souhaite le meilleur à Philippe de Rougemont et le remercie pour son engagement. Nous sommes heureux de pouvoir continuer à compter sur son expérience au sein du comité de l'association.

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
Mise en page: Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS
Fichier: Anouk Zosso, Imprimerie: ROPRESS,
Mise sous pli: TRAJETS.
Ont collaboré à ce numéro: Kurt Fischer; Erica Hennequin; Ilias Panchard (co-coordination); Eric Peytremann; Philippe de Rougemont (co-coordination); Christian van Singer; Noémi Villars; Anouk Zosso.
Tirage: 3'000 ex., Imprimé avec du courant 100% renouvelable, Papier 100% recyclé CyclusOffset.

Comptez sur moi !

Coupon à renvoyer à :
Sortir du nucléaire
CP 9 1211 Genève 7
ou: <http://tinyurl.com/contactsdn>

Contactez-moi, je désire :

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal
 Commander ___ drapeaux «Nucléaire ? Non Merci !» (5 fr.)
 Commander ___ autocollants, ___badges «Nucléaire ? Non Merci !» (1 fr.)
 Commander ___ exemplaires de ce journal (gratuit)

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

A G E N D A

Journée mondiale d'action pour le climat
Genève, 28 novembre 2015
Départ à 13h de la place des 22 cantons
Plus d'infos : www.climat21.ch

Conférences «Vers un monde sans énergies fossiles»
Genève : Mardi 1er décembre 18h00 à 20h30
(Hepia, Aula, Rue de la Prairie 4) Lausanne :
Jeudi 3 décembre 18h00 à 20h30 (UNIL, Bât. Internef, Auditoire 263) Org: Revue durable
Infos: www.larevuedurable.com/fr/

Cours d'autoconstruction de panneaux solaires thermiques
Samedi 5 décembre 2015, Tatroz
Inscription : www.sebasol.ch/cours.asp

Marche pour le climat, fin de la COP21
Secteur «Ni nucléaire ni effet de serre»
Paris, Samedi 12 décembre, 12h12
Transport possible avec l'alliance climatique
www.klima-allianz.ch/fr



Vente de pommes pour l'association Soigner les enfants de Tchernobyl (SET)
Pendant les nocturnes à Genève (11.12 à la Fusterie et 16.12 à Plainpalais).
Aussi à Morges les 18 et 23.12.
Participer à Genève ou Morges :
info@sortirdunucleaire.ch

14ème Congrès photovoltaïque national
Berne, Kursaal, 22 et 23 février 2016
Inscription : www.solarevent.ch

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 079 922 63 31
CCP 10-19179-8